



Centre du commerce international

C N U C E D / O M C

ITC/AG(XXXVI)/194
28 février 2003

Rapport annuel *2002*

Rapport du comité consultatif du
Fonds global d'affectation spéciale

Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/OMC
Trente-sixième session
Genève, 28 avril - 2 mai 2003

Table des matières

Note	iv
INTRODUCTION	1
LE COMITÉ CONSULTATIF	1
PREMIER COMPTE	2
DEUXIÈME COMPTE	3
État d'avancement des programmes financés sur le deuxième compte	3
World Tr@de Net – Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement	3
Tableau – Situation budgétaire pour la période 1999–2002	5
Tableau – Situation budgétaire pour la période 2002–2004	5
Renforcement des capacités et constitution de réseaux dans le domaine des services d'information aux entreprises (CAPNET/BIS)	6
Tableau – Situation budgétaire pour la période 1999–2002	7
Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP)	8
Tableau – Situation budgétaire pour la période 1999–2002	10
Promotion du commerce Sud-Sud	11
Tableau – Situation budgétaire pour la période 1999–2002	12
Tableau – Situation budgétaire pour la période 2002–2004	13
Programme E-Trade Bridge pour les PME (programme de développement des capacités en matière de commerce électronique)	14
Tableau – Situation budgétaire pour la période 2002–2005	16
Annexe I – Fonds global d'affectation spéciale : Contributions annoncées et ressources disponibles	17
Annexe II – Fonds global d'affectation spéciale : Deuxième compte – Contributions annoncées et affectation des ressources à différents programmes	18

Note

Les abréviations suivantes ont été utilisées :

ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les)
CAPNET/BIS	Renforcement des capacités et constitution de réseaux dans le domaine des services d'information aux entreprises
CCI	Centre du commerce international CNUCED/OMC
CD-ROM	Disque compact ineffaçable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
ECO	Organisation de coopération économique
FGAS	Fonds global d'affectation spéciale
FMPC	Fédération mondiale des pôles commerciaux
GCC	Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/OMC
MSF	Mesures sanitaires et phytosanitaires
OMC	Organisation mondiale du commerce
OTC	Obstacles techniques au commerce
PCSS	Promotion du commerce Sud-Sud
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ProCIP	Programme d'amélioration de la compétitivité des PME
TSI	Institution d'appui au commerce

INTRODUCTION

1. La proposition relative à la création d'un fonds global d'affectation spéciale (FGAS) et d'un comité consultatif a été adoptée à la vingt-huitième session du Groupe consultatif commun (GCC) en juin 1995. Les premières activités financées par le FGAS ont démarré au début de l'année 1996.

2. Au cours de l'année 2002, le FGAS a continué de jouer un rôle essentiel dans l'extension des activités de coopération technique du CCI. En tant que source de financement complémentaire du budget ordinaire, il a permis au CCI de fournir certains services aux pays partenaires et d'entreprendre des activités en faveur d'un plus grand nombre de bénéficiaires. En 2002, cinq programmes financés sur le deuxième compte étaient en cours. Ils ont été utiles à un nombre croissant d'entreprises et d'institutions d'appui au commerce dans le monde entier, surtout

en les aidant à répondre à des besoins essentiels découlant du système commercial multilatéral. Pour de nombreux pays ne bénéficiant pas de projets sur mesure, le FGAS a constitué la seule source de financement d'une assistance du CCI.

3. Sous l'effet conjugué et synergique des ressources et des activités relevant du premier et du deuxième compte, le CCI a pu répondre efficacement aux besoins collectifs des pays partenaires. En particulier, le premier compte lui a permis de maintenir les services des experts de haut niveau qui composent son personnel, et donc d'élargir la palette des activités complémentaires liées au commerce que propose l'organisation.

LE COMITÉ CONSULTATIF

4. Le Comité consultatif conseille le secrétariat du CCI et veille à la transparence de l'utilisation du Fonds. Depuis sa création en octobre 1995, il s'est réuni 25 fois sous la présidence du Directeur exécutif du CCI.

5. Le Comité comprend actuellement 18 membres : Allemagne, Canada, Cuba, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Madagascar, Népal, Nigéria, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Venezuela. En outre, le statut d'observateur a été accordé, à leur demande, aux pays ci-après : Algérie, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Chili, Chine, Égypte, Éthiopie, Italie, Japon, Malte, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Slovaquie, Tunisie et Turquie.

6. Conformément aux méthodes de travail du Comité, les membres sont désignés pour une période d'un an coïncidant avec l'intervalle de temps qui sépare les sessions du Groupe consultatif commun. Le Comité recommande, comme les années précédentes, que chaque groupe régional décide, en tenant compte de la nécessité de veiller à la continuité de ses travaux, si le mandat de ses représentants doit être prorogé d'un an, ou si l'un d'eux doit être remplacé par un nouveau membre. De même, tout pays désireux de se proposer pour faire partie des représentants de son Groupe doit demander le statut d'observateur afin de se familiariser avec les méthodes de travail du Comité avant de remplacer officiellement le membre sortant.

7. Depuis la session de 2002 du Groupe consultatif commun, le Comité s'est réuni deux fois pour examiner les propositions du secrétariat du CCI relatives à l'affectation des ressources du premier compte et l'état d'avancement des cinq programmes financés sur le deuxième compte. Le Comité a ratifié

les propositions du CCI concernant le lancement, entre 2002 et 2005, d'une deuxième phase pour deux programmes, à savoir : «Le développement des entreprises et les Accords de l'OMC (World Trade Net)» et «La promotion du commerce Sud-Sud». Le Comité a également approuvé un nouveau programme relevant du deuxième compte et intitulé «E-Trade Bridge pour les PME – programme de développement des capacités en matière de commerce électronique», lancé en juin 2002.

8. Il était prévu que les deux autres programmes en cours, «Renforcement des capacités et constitution de réseaux dans le domaine des services d'information aux entreprises (CAPNET/BIS)» et «Programme d'amélioration de la compétitivité des PME» (ProCIP) se terminent progressivement entre juin 2002 et mai 2003, et ne nécessitent donc pas de fonds supplémentaires. Ces deux programmes seront évalués en 2003.

9. En octobre 2002, le Comité consultatif a examiné des propositions concernant deux nouveaux programmes relevant du deuxième compte et intitulés «Programme de réduction de la pauvreté tirée par les exportations» et «Coopération régionale et interrégionale en matière de promotion et d'informations commerciales». Les contributions affectées au Programme de réduction de la pauvreté tirée par les exportations et versées par deux pays donateurs permettront le lancement du programme en 2003.

10. Au cours de l'année, un sous-site destiné au Comité consultatif du Fonds global d'affectation spéciale a été créé sur le site Web du CCI. Il est désormais possible de consulter et de télécharger les documentations des réunions et d'autres informations à l'adresse <http://www.intracen.org/ccgtf> (mot de passe disponible sur demande).

PREMIER COMPTE

11. Les contributions versées au premier compte servent essentiellement à financer les services d'experts et les activités d'élaboration de programmes dans les domaines prioritaires approuvés par le Groupe consultatif commun, et les activités nationales (avant tout la formulation de projets sur mesure) pour lesquels les ressources provenant du budget ordinaire et d'autres sources ne sont pas suffisantes. Elles financent également d'autres activités d'appui aux travaux du CCI, telles que des missions, des réunions d'experts et des évaluations indépendantes. Le secrétariat du CCI utilise régulièrement ces contributions «non affectées» en fonction des besoins les plus pressants, en tenant dûment compte des critères fixés par le Comité consultatif. Le secrétariat tient le Comité régulièrement informé des activités financées sur ce compte.

12. Conformément à l'usage, les ressources disponibles au titre d'une année donnée sont affectées pour une période allant jusqu'au mois de mai de l'année suivante, les nouvelles contributions étant annoncées ou confirmées au cours de la session annuelle du Groupe consultatif commun. Cela permet d'assurer la continuité des services d'experts financés par le FGAS et le financement d'activités qui doivent être engagées avant que de nouvelles contributions ne soient versées.

13. Le total des ressources disponibles en 2002 s'est élevé à 3,4 millions de dollars américains¹, soit une augmentation de pratiquement 25 % par rapport à 2001 (2,7 millions de dollars américains). À fin décembre 2002, ces ressources ont été affectées et utilisées comme suit :

- **Personnel nécessaire à la mise en œuvre du programme de base.** Les services de 12 experts de haut niveau dans les domaines spécialisés où le CCI doit conserver les compétences techniques nécessaires pour s'acquitter de son mandat ont été financés en partie sur ces ressources. Les autres sources de financement utilisées ont été le budget des coûts d'appui, des ressources provenant de programmes et projets particuliers et des fonds correspondant aux postes vacants inscrits au budget ordinaire, chaque fois que possible. Cela a permis de renforcer les capacités du CCI de mettre au point des outils de coopération technique, d'améliorer la compréhension du système commercial multilatéral, ainsi que de fournir des services consultatifs et des services d'information répondant aux besoins collectifs des pays partenaires. (US\$ 912 455)
- **Missions réalisées par le personnel du CCI.** Ces missions étaient liées au programme de travail normal. Ces missions avaient des objectifs

divers – notamment, participer à des réunions spécialisées et assurer la liaison avec des organisations qui sont ou pourraient devenir partenaires – et ne pouvaient être financées sur le budget ordinaire. (US\$ 64 972)

- **Activités de développement des programmes.** À ce titre ont été financées des activités destinées à renforcer les capacités du CCI en matière de recherche et d'assistance technique. Les ressources ont, entre autres, été affectées au développement d'outils de gestion de la qualité à l'exportation, à la redéfinition de la stratégie du CCI en matière de commerce et d'environnement, au renforcement institutionnel des organismes de promotion du commerce à la suite de la Conférence de Pékin, et à l'amélioration des activités en cours en matière d'analyse commerciale et d'accès aux marchés. À l'instar des années précédentes, les besoins ont largement dépassé les ressources disponibles, et le Comité de direction supérieur du CCI a dû fixer des priorités en fonction des besoins collectifs des pays partenaires. (US\$ 791 800)
- **Formulation de projets sur mesure et autres activités nationales ou régionales.** En l'absence d'autres sources de financement, les ressources allouées à ce titre ont permis au CCI de répondre à des demandes d'assistance de pays spécifiques pour développer des projets et des programmes, d'après l'évaluation des besoins et des méthodes de conception du programme. Il a également été possible de réagir rapidement à des requêtes concernant des activités de coopération technique autonomes et réduites qui ne pouvaient pas être financées par d'autres moyens. En outre, le CCI a été en mesure d'entretenir et de renforcer le dialogue avec les bénéficiaires. (US\$ 748 068)
- **Réunions d'experts.** Les ressources à ce titre ont permis d'organiser une réunion de groupes d'experts sur un «outil de procédure» intitulé *Modèle des clefs de la stratégie*, conçu pour aider les stratégestes à mettre au point et à gérer la mise en œuvre de stratégies nationales et sectorielles réalistes. Une deuxième réunion de juristes originaires de pays en développement a également pu être organisée dans le but de rédiger des contrats types de joint ventures en vue de leur utilisation dans ces pays. (US\$ 218 960)
- **Évaluations.** À ce titre ont été financés les coûts de l'évaluation de la Semaine commerciale de l'Afrique australe qui a eu lieu en novembre 2002. (US\$ 3 344)

14. **Les besoins futurs** quant aux ressources du premier compte continueront de dépendre d'un certain nombre de facteurs qui ne sont pas entièrement prévisibles, tels que les autres sources de financement disponibles pour le personnel nécessaire

¹ Contributions annoncées en 2002 US\$ 3 333 860
Intérêts courus : US\$ 118 734
Total des ressources disponibles : US\$ 3 452 594

à la mise en œuvre du programme de base ainsi que pour les demandes d'évaluation des besoins, de développement de programmes et de missions consultatives de courte durée émanant des pays partenaires. Étant donné que les ressources dont

dispose le CCI sur ce compte ont été, comme les années précédentes, allouées dans leur totalité, le secrétariat table sur des annonces de contributions en 2003 au moins égales à celles de 2002, à savoir US\$ 3,4 millions.

DEUXIÈME COMPTE

État d'avancement des programmes financés sur le deuxième compte

15. On trouvera ci-après un compte rendu des activités exécutées en 2002 au titre des programmes financés sur le deuxième compte.

World Trade Net – Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement

16. En juin 2002, le programme World Trade Net est entré dans une nouvelle phase de trois ans, sa raison d'être et ses objectifs ayant été renforcés par le Programme de Doha pour le développement. Pendant cette période, les activités de World Trade Net se sont concentrées sur deux objectifs principaux :

(1) Aider les réseaux nationaux à essayer de résoudre les questions commerciales liées à la mise en œuvre et au fonctionnement des Accords de l'OMC actuels par le développement d'une série d'outils d'information et de documents de formation;

(2) Renforcer la structure et la couverture de son réseau, ses partenariats institutionnels et ses contacts pour promouvoir la défense des intérêts de l'entreprise au regard de l'actuelle série de négociations de l'OMC (initiative du CCI «Business for Cancun» (Le monde des affaires et Cancun)).

17. En décembre 2002, 45 pays participaient au programme World Trade Net. Le réseau s'est élargi en 2002 en accueillant six nouveaux membres : le Brésil, la Guyane, la République dominicaine, le Sénégal, Trinité-et-Tobago et l'Ukraine. Au cours des réunions de lancement, les besoins et les intérêts prioritaires de la communauté locale des affaires à traiter au cours des prochaines années ont été identifiés. Ceux-ci sont synthétisés dans les plans d'action des réseaux nationaux. À ce jour, plus de 10 pays supplémentaires ont exprimé leur souhait de devenir membres de World Trade Net dès que possible.

18. Pour aider les membres du réseau à mettre en œuvre les plans d'action de leur pays, le programme World Trade Net s'est engagé dans la réalisation d'activités jugées capitales par le réseau, en apportant

de petites contributions financières pour compléter les ressources locales. Les pays ayant bénéficié de ces subventions sont : l'Albanie, le Bangladesh, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, la Croatie, le Kirghizistan, la Lituanie, la Mongolie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, le Viet Nam et la Zambie.

19. Étant donné l'augmentation du nombre d'adhérents – et des demandes d'adhésion constantes – un accent régional a été introduit pour renforcer les interactions avec les réseaux existants. Pour cela, il a fallu nommer des Coordinateurs régionaux.

20. À la demande des entreprises, le programme World Trade Net a aidé des représentants des réseaux World Trade Net à mieux comprendre les implications commerciales des Accords de l'OMC sur le secteur des textiles et des vêtements, les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures correctives commerciales (antidumping, droit compensateur et mesures de sauvegarde). Pour ce faire, six ateliers régionaux – destinés à véhiculer des informations à jour, à présenter les nouveaux supports World Trade Net et à encourager le dialogue gouvernement-milieu d'affaires sur ces thèmes – ont été organisés pour environ 180 spécialistes des pays de World Trade Net, à savoir l'Albanie, le Bangladesh, le Bélarus, le Brésil, la Bulgarie, le Cambodge, le Costa Rica, la Croatie, Cuba, El Salvador, l'Estonie, le Guatemala, la Guyane, Haïti, le Honduras, la Hongrie, la Jamaïque, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, les Philippines, la République dominicaine, la Roumanie, le Sri Lanka, la Thaïlande, Trinité-et-Tobago et le Viet Nam.

21. Par l'entremise de son bulletin mensuel, distribué à tous les membres des réseaux nationaux, le programme World Trade Net a continué à fournir des informations régulières sur les évolutions des négociations de l'OMC, ainsi que les questions en rapport avec l'OMC et ayant un intérêt pour les entreprises.

22. Le troisième numéro 2002 du magazine du CCI, *Forum du commerce international*, ayant pour thème «Doha : quel bénéfice pour les affaires?» (novembre 2002), contient des informations, guides et outils destinés à la communauté des affaires et développés dans le cadre du programme, et fait un gros plan sur les activités de certains membres de World Trade Net.

23. Au regard des préparations pour un Round du développement au cours du second semestre de l'année, le programme s'est concentré sur les dernières nouvelles détaillées concernant les tendances dans les négociations de Doha et a diffusé plusieurs états d'avancement des négociations en partant d'une perspective commerciale : *État d'avancement sur les négociations des services à l'OMC; Négociations à l'OMC sur le paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord TRIPS et la Santé publique; État d'avancement sur les négociations à l'OMC sur la mise en place d'un registre multilatéral pour des indications géographiques sur les vins et spiritueux; État d'avancement sur les négociations à l'OMC sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles; et État d'avancement sur les négociations agricoles à l'OMC.*

24. Outre ces mises à jour sur les principaux aspects du travail de l'OMC, le programme World Trade Net a continué à diffuser des informations de base sur des questions commerciales, dont un rapport intitulé *Implications commerciales des mesures de sauvegarde américaines sur les produits aciers pour les exportateurs des pays en développement*. À titre de première réflexion sur l'accent récent mis sur la Défense des intérêts de l'entreprise, un nouveau rapport, *Défense des intérêts de l'entreprise et la politique commerciale*, souligne les questions élémentaires conceptuelles et techniques de la défense des intérêts de l'entreprise dans la politique des affaires, avec une référence spéciale aux négociations de Doha pour le développement.

25. En réponse aux préoccupations des membres de World Trade Net à propos de la multiplication des mesures antidumping et autres mesures correctives commerciales, le programme a élaboré quatre guides juridiques : *Guide des mesures correctives commerciales au Canada; Guide des mesures correctives commerciales aux États-Unis; Guide des mesures correctives commerciales dans l'Union européenne; et Procédures antidumping : directives destinées aux importateurs et aux exportateurs*. Ces guides ont été mis à jour et révisés, et seront traduits en espagnol et en français au début de l'année 2003.

26. Le manuel pratique intitulé *Frequently Asked Questions on Customs Valuation* a été traduit en espagnol et en français.

27. De nouveaux modules de formation consacrés aux obstacles techniques au commerce ont été élaborés et utilisés dans le cadre d'activités régionales et nationales. Des modules de formation dans trois langues sur les obstacles techniques au commerce/les mesures sanitaires et phytosanitaires, les textiles et les vêtements, et l'agriculture ont été mis à la disposition des membres du réseau.

28. Des rapports nationaux élaborés par des membres du réseau dans le cadre de chacun des ateliers régionaux ont été diffusés sur le site Web. Ces documents constituent une source de plus en plus riche d'expériences et de questions proprement nationales touchant les principaux domaines relatifs à l'OMC.

29. Le programme World Trade Net a présenté à ses membres un programme unique baptisé Market Access Maps (MACMaps) (Portail d'analyse commerciale pour l'accès aux marchés), développé par la Section de l'analyse des marchés du CCI. Destiné aux entreprises et aux négociateurs commerciaux publics, MACMaps est un outil qui permet d'analyser les problèmes d'accès aux marchés par le biais d'informations relatives aux exportations et aux importations par pays et par produit, ainsi qu'aux mesures tarifaires et aux formules de réduction des tarifs. Ce point revêt une importance particulière pour les membres de World Trade Net dans le contexte de la préparation des négociations de l'OMC relatives à l'accès aux marchés. Le programme sera distribué aux 45 réseaux nationaux de World Trade Net au début de l'année 2003.

30. Le site Web de World Trade Net a été régulièrement mis à jour et étoffé. Il comporte désormais une rubrique sur le Programme de Doha pour le développement, ainsi que des états d'avancement sur les négociations de l'OMC.

31. La consolidation des réseaux nationaux et le développement d'une vaste panoplie d'outils constamment actualisés font de World Trade Net un programme unique – et qui a fait ses preuves – pour promouvoir le Round de Doha pour le développement dans ses circonscriptions cibles.

32. Pour préparer et focaliser les réactions des entreprises sur la Conférence ministérielle de Cancun, le CCI organise une série de réunions régionales intitulées «Le monde des affaires et Cancun». Ces réunions serviront de tremplin pour formuler des intérêts spécifiques et examiner les thèmes en jeu pour Cancun en partant d'une perspective commerciale, et comprendront des débats mixtes sur les négociations concernant le commerce multilatéral. Une première réunion Le monde des affaires et Cancun a déjà eu lieu à Kuala Lumpur en janvier 2003. La prochaine réunion, prévue pour mars 2003 en Afrique du Sud, sera suivie de réunions similaires en Amérique latine, en Europe centrale et orientale, et en Afrique occidentale. Ce processus de réunions Le monde des affaires et Cancun atteindra son point culminant avec une réunion de clôture qui se déroulera à Cancun même, en septembre 2003.

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 1999–2002
Le développement des entreprises et les Accords de l'OMC (World Trade Net)
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses par rapport aux contributions annoncées pour 1999 - 2001				
	Juin 99 – déc 01	Jan 02 – déc 02	Total Juin 99 – déc 02	Budget total	Solde
Personnel affecté aux projets	1 377 824	457 458	1 835 282	1 846 419	11 137
Contrats de sous-traitance	93 289	(224)	93 065	93 289	224
Formation de groupe	265 101	119 910	385 011	401 152	16 141
Matériel	8 986	-	8 986	8 986	-
Divers	71 217	24 489	95 706	98 155	2 449
A) Total	1 816 417	601 633	2 418 050	2 448 001	29 951

	1999–2000	2001	1999–2001
B) Contributions reçues/contributions annoncées	1 770 014	722 987	2 493 001
Montant transféré au programme World Trade Net (Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement)		45 000	
Montant à transférer au programme World Trade Net (Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement)		29 951	74 951
Dépenses totales			2 418 050

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 2002–2004
World Trade Net (Le développement des entreprises et le Programme de Doha pour le développement)
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses Juin 02 – déc 02	Dépenses prévues par rapport aux				Budget total
		Jan 03 – mai 03	Contributions annoncées en 2002 Juin 02 – mai 03	Contributions annoncées en 2003 Juin 03 – mai 04	Contributions annoncées en 2004 Juin 04 – mai 05	
Personnel affecté aux projets	367 316	310 224	677 540	530 000	300 000	1 507 540
Contrats de sous-traitance	57 163	29 020	86 183	40 000	22 000	148 183
Formation de groupe	133 973	96 547	230 520	180 000	92 000	502 520
Matériel	120 937	5 623	126 560	10 000	5 000	141 560
Divers	27 928	14 745	42 673	40 000	17 524	100 197
A) Total	707 317	456 159	1 163 476	800 000	436 524	2 400 000

	2002	2003	2004	2002–2004
B) Contributions annoncées	1 025 610	416 250	416 250	1 858 110
C) Contributions reçues	869 360	-	-	869 360
C-B) Excédent/(déficit) contributions reçues par rapport aux contributions annoncées	(156 250)	(416 250)	(416 250)	(988 750)
B-A) Excédent/(déficit) contributions annoncées par rapport au budget	(137 866)	(383 750)	(20,274)	(541 890)

Renforcement des capacités et constitution de réseaux dans le domaine des services d'information aux entreprises (CAPNET/BIS)

33. Ce programme, lancé au dernier trimestre 2000, s'achèvera en mai 2003. Les activités menées en 2002 ont poursuivi les efforts réalisés les années précédentes en soutenant un nombre croissant de services d'information aux entreprises aux quatre coins du globe. En accord avec les priorités de la nouvelle stratégie concernant l'information commerciale endossée par le GCC en avril 2000, les fonds du programme correspondant à près de 50 % du budget initial ont été majoritairement concentrés sur des activités de renforcement des capacités, des demandes de réunions soumises par les organisations partenaires pour obtenir une assistance technique (avec un accent particulier sur les PMA et les économies en transition), et la mise au point d'outils d'intérêt commun en réponse à des besoins collectifs. L'année 2002 a vu l'organisation des activités suivantes.

34. Dans le cadre du volet n°1 (**renforcement des capacités**), des missions consultatives ont été organisées au Bhoutan, en Bolivie, au Brésil, au Burkina Faso, en Égypte, à Haïti, au Kirghizistan, au Mozambique, en Ouganda, en République dominicaine et au Viet Nam pour aider les services d'information aux entreprises à renforcer leurs services actuels, à développer de nouvelles activités et à mettre en place de nouvelles techniques d'information.

35. En coopération avec la CNUCED et les forums régionaux des Pôles commerciaux, trois ateliers régionaux se sont tenus à Dakar (pour les pays ouest-africains francophones), Saint-Domingue (pour les pays des Caraïbes et d'Amérique centrale hispanophones) et Shanghai (pour les pays d'Asie du Sud et de l'Est). Ces rencontres ont été d'autant plus importantes qu'elles ont contribué à l'échange de savoir-faire entre les organisations bien établies et les débutants, et à la conception d'activités et de projets communs. Un séminaire interrégional de deux semaines a été organisé au CCI à l'intention de 11 responsables de l'information commerciale, avec en prime un voyage d'études à Londres. Des formations nationales ont eu lieu au Brésil, à Haïti et en Malaisie pour 75 spécialistes de l'information provenant du secteur public et du milieu des affaires (des formations cofinancées par des organisations partenaires ou des projets nationaux).

36. Plus de 180 participants du secteur public et du milieu des affaires (dont des PME) ont bénéficié de séminaires de sensibilisation organisés en étroite coopération avec des TSI de Chine, de la République dominicaine et du Sénégal. Le but de ces séminaires était d'améliorer les connaissances des participants et de les guider pour qu'ils utilisent efficacement l'information commerciale en tant qu'aide majeure dans leurs prises de décisions commerciales stratégiques.

37. Trois guides consacrés à la diffusion de l'information, au fonctionnement des services d'information commerciale et à la mesure des performances ont été réalisés. Ces documents importants d'aide aux activités consultatives et aux formations ont été largement diffusés aux TSI du monde entier.

38. La nouvelle sortie de l'Utilitaire d'outils sur CD-ROM contient de nombreux manuels, documents, formations et outils pour aider les responsables de l'information commerciale à mener leurs propres plans stratégiques et à élaborer des services économiques répondant aux besoins de leurs communautés des affaires.

39. Dans le cadre du volet n°2, les activités de recherche sur les sources d'information liées aux **conditions d'accès aux marchés** ont été poursuivies. Des analyses détaillées des sources Internet utiles au niveau international et régional ont été réalisées par des consultants du CCI; au niveau national, ces analyses ont été effectuées en coopération avec 25 TSI. La base de données regroupant ces sources Internet a été intégrée dans le nouveau système du CCI, le TIRS (Trade Information Reference System), qui contient en outre des références concernant des rapports de conjoncture, des documents juridiques et des articles utiles. Le TIRS comprend plus de 15 000 sources et est désormais accessible en ligne par le biais du site du CCI, avec une interface utilisateur simplifiée.

40. Dans le cadre du volet n°3, les **réseaux d'information commerciale** ont reçu un appui en collaboration avec la Fédération mondiale des Pôles commerciaux et diverses initiatives régionales.

41. Des exercices d'études ont été menés sur les pratiques d'excellence liées à la diffusion de l'information sur Internet et la vente de services d'information commerciale en général. Trois réunions de groupes d'experts ont été organisées en coopération avec la CNUCED et la Fédération mondiale des Pôles commerciaux pour aider le réseau de Pôles commerciaux à mettre au point son propre plan de développement, un répertoire commercial mondial et un site Web mondial, et lancer de nouveaux projets intégrant des activités rémunératrices. Ces thèmes ont été présentés à l'Assemblée générale de la Fédération mondiale des Pôles commerciaux à Beyrouth.

42. Des projets de réseau comme ECO TradeNet, dans la région d'Europe centrale et orientale, l'initiative AREC en Afrique occidentale et centrale, le service CaribExport dans la région des Caraïbes et des forums régionaux de Pôles commerciaux ont bénéficié, sur demande, de services consultatifs.

43. Le programme PROMOTE iT, qui vise à instaurer des partenariats internationaux dans le domaine des TIC comme le développement de logiciels, la gestion de bases de données, la conception

de sites Internet et les centres d'appels a été poursuivi en 2002, avec le développement d'un portail Web commun pour faciliter les contacts virtuels. Des contacts personnels ont également pu être noués avec la participation de 12 pays partenaires sous un

pavillon international à la Semaine européenne des technologies de l'information (SETI) à Paris, appuyée par diverses organisations de promotion des exportations, des associations commerciales et des Pôles commerciaux.

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 1999–2002
Renforcement des capacités et constitution de réseaux dans le domaine
des services d'information aux entreprises (CAPNET/BIS)
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses par rapport aux contributions annoncées pour 2000-2001				
	Juin 00 – déc 01	Jan 02 – déc 02	Total Juin 00 – déc 02	Dépenses prévues Jan 03 – mai 03	Budget total
Personnel affecté aux projets	485 707	423 899	909 606	200 087	1 109 693
Contrats de sous-traitance	-	-	-	-	-
Formation de groupe	72 477	115 930	188 407	22 722	211 129
Matériel	19 117	9 255	28 372	8 338	36 710
Divers	16 601	21 534	38 135	13 285	51 420
A) Total	593 902	570 618	1 164 520	244 432	1 408 952

	2000	2001	2000–2001
B) Contributions reçues/ contributions annoncées	562 006	846 946	1 408 952

Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP)

44. Le Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP) vise à améliorer la capacité des organismes d'aide au développement des entreprises d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à renforcer leur avantage concurrentiel dans l'arène du commerce international. En outre, ce programme soutient et encourage la constitution de réseaux régionaux, interrégionaux et internationaux parmi les organismes en prônant que c'est là un moyen d'échanger des expériences et des pratiques d'excellence, et donc de renforcer les capacités institutionnelles et le savoir-faire technique. Il a adopté une approche constituée de deux volets :

- Un volet '**produit**', qui consiste à créer des outils, des guides pratiques et des systèmes d'étalonnage ayant une utilité directe pour les PME. Ces 'produits génériques' sont conçus pour améliorer et renforcer la compétitivité au niveau de l'entreprise.
- Un volet '**réseau**', dans lequel les organismes d'appui au commerce s'associent au CCI pour adapter les produits génériques à la situation locale et mettre les outils personnalisés à la disposition des entreprises dans le cadre de leurs prestations à la communauté des affaires du pays.

45. Avec cette '**approche produits et réseaux**' économique et éprouvée, l'année 2002 a été marquée par le développement de nouveaux produits, une croissance continue du nombre d'adaptations nationales des produits génériques ProCIP, ainsi que des partenariats plus actifs sur le plan des réactions et des réponses des partenaires. Un grand nombre de nouveaux partenaires ont pris contact avec le CCI en lui demandant d'adapter les outils pratiques du programme ProCIP et ont, de leur propre initiative, commencé à adapter les produits à leurs propres besoins.

46. Les produits du programme ProCIP destinés à améliorer la compétitivité des PME sont divisés en trois groupes : les guides pratiques, les outils d'autoévaluation et les systèmes d'étalonnage.

47. **Guides pratiques.** En 2002, des partenaires du CCI dans huit pays supplémentaires (le Bénin, la Bulgarie, le Burkina Faso, la Colombie, l'Arabie saoudite, la Slovaquie, le Soudan et la Tunisie) ont adapté et mis à la disposition de leurs entreprises leurs versions nationales de *Les clefs de l'exportation : Manuel pour les PME exportatrices*. Désormais, les PME de ces pays sont en mesure de trouver des réponses toutes faites à la plupart des questions et contraintes communes auxquelles elles sont confrontées dans le cadre de l'exportation, ainsi que des sources d'information nationales utiles. Corroborant l'utilité et la validité de ce guide, les partenaires nationaux du CCI en Bolivie (CADEX et CEPROBOL) ont mis à jour et sorti leur deuxième

édition nationale de ce guide en 2002. L'organisme OCIPED à Oman a préparé une version nationale en arabe, après avoir produit une version nationale en anglais. À ce jour, 40 pays ont élaboré des adaptations nationales de ce guide. Sept autres adaptations sont en cours en Angola, à Haïti, au Congo, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Honduras, au Sénégal et en Zambie.

48. À la demande de plusieurs partenaires, le CCI a élaboré un guide, qui est le dernier en date de sa série de publications *Les clefs de l'exportation*, *Les clefs de l'exportation de pièces automobiles*. Ce guide fournit des réponses propres à ce secteur et des sources d'information sur les contraintes courantes et nouvelles auxquelles sont confrontés les exportateurs de pièces automobiles dans les pays en développement. Ce guide est pratique, simple et rédigé de manière facile à comprendre. Il a été présenté à une rencontre consacrée au secteur des pièces automobiles qui a réuni à Singapour des acheteurs et des vendeurs de l'Asie du Sud et du Sud-Est, dans le cadre du programme du CCI : Promotion du commerce Sud-Sud.

49. Des entreprises de cinq autres pays (la Bolivie, la Colombie, le Guatemala, le Pakistan et la Tunisie) ont aisément compris les informations expliquant comment utiliser au mieux Internet et les aspects commerciaux pratiques du commerce électronique après que les partenaires du CCI ont adapté, publié et sorti des versions nationales du guide : *Les clefs du commerce électronique*. Une adaptation régionale pour les Caraïbes a été réalisée en partenariat avec CaribExport. Ayant signé des accords de publication conjointe en 2002, le Costa Rica et le Maroc sont les tout derniers partenaires du CCI à élaborer des versions nationales de ce guide.

50. Le guide de la série *Les clefs de l'exportation* intitulé *Gestion de la qualité à l'exportation* est en cours d'adaptation au Brésil et en Chine. Des demandes d'adaptations nationales ont été reçues de l'Argentine, du Costa Rica, du Guatemala, de l'Inde et de plusieurs pays d'Europe orientale.

51. Un nouveau guide *Les clefs de l'exportation* consacré aux problèmes de la propriété intellectuelle qui touchent les PME est en cours d'élaboration. Les questions les plus fréquemment posées par les entreprises des pays en développement à ce sujet ont pu être identifiées grâce à une série d'enquêtes par courrier électronique, en étroite coopération avec le réseau de partenaires *Les clefs de l'exportation*. Ce guide est en phase de rédaction en étroite coopération avec la Division des petites et moyennes entreprises de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

52. *Comment approcher les banques* a été adapté par des organisations partenaires de sept pays supplémentaires (Côte d'Ivoire, Cuba, Salvador, Inde, Kenya, Palestine et République-Unie de Tanzanie), ce qui porte le nombre total d'adaptations nationales de ce guide à 16. Désormais, les PME de ces pays

disposent donc d'un guide facile à comprendre qui leur explique comment se préparer pour accéder au financement du commerce.

53. Même si le programme n'a pas activement fait la promotion des publications Les clefs de l'exportation en 2002, les demandes d'adaptations nationales de ces guides par des organismes d'aide au développement des entreprises et des fournisseurs de services d'appui au commerce n'ont cessé de croître de manière régulière. À la lumière du nombre croissant de guides Les clefs de l'exportation et des demandes d'adaptations nationales, des 'packs d'adaptation' ont été élaborés pour cette série. Destinés à tous les partenaires potentiels et futurs de la série Les clefs de l'exportation, ces packs d'adaptation fournissent des informations d'ordre général, et indiquent les objectifs et les méthodes pas à pas à suivre pour produire et lancer un guide Les clefs de l'exportation spécifiquement adapté aux besoins du pays.

54. **Benchmarking.** The Fit, un nouvel outil de benchmarking pour le secteur des vêtements, a été mis au point. Pendant sa phase pilote, cet outil a permis à plus de 30 PME du secteur de la confection originaires du Cambodge, de l'Inde, du Lesotho et du Malawi de comparer leurs performances par rapport à ce qu'attendent les grands acheteurs internationaux de leurs fournisseurs et aux normes d'exécution les plus strictes de l'industrie. Une liste récapitulative pour le benchmarking des services, un autre secteur d'intérêt prioritaire pour les PMA, a été finalisée en décembre 2002.

55. **Outils d'autoévaluation.** Deux nouveaux outils interactifs trilingues, Quality Fitness Checker et Packaging Fitness Checker, ont été développés. Le premier outil aide les entreprises à comprendre les exigences des normes ISO 9001 et à évaluer leur propre situation par rapport à ces exigences de qualité, en les guidant sur le chemin de la certification ISO 9001. Le second outil aide les entreprises à saisir les contraintes des emballages de produits destinés à l'exportation pendant le transport, ainsi qu'à prendre des décisions en connaissance de cause et à effectuer des prévisions efficaces pour protéger les produits pendant le transport et la manutention.

56. **Création de réseaux.** Un site Web consacré à la compétitivité des entreprises (<http://www.intracen.org/ec>) et contenant des renseignements sur les outils

ProCIP, ainsi qu'un accès à ces outils, a été conçu et déployé. Il fournit des informations sur les divers outils et services en matière de compétitivité des entreprises que les organismes d'aide au développement des PME peuvent offrir en adaptant les produits nationalement en partenariat avec le CCI. Ce site propose en outre un forum permettant aux organismes d'aide au développement des PME d'adhérer au réseau de partenaires du CCI, de transmettre leur avis sur les besoins actuels et nouveaux dans le domaine de la compétitivité des PME, et de formuler et offrir une réponse opportune et efficace.

57. Outre l'interaction régulière avec le réseau international de partenaires ProCIP, qui est en plein développement, une discussion électronique a eu lieu en novembre sur le thème «Optimiser la compétitivité par la constitution de réseaux». Le but de cette discussion était de permettre aux partenaires de Les clefs de l'exportation d'examiner les avantages apportés par le fait de faire partie d'un réseau de développement du commerce, en tant que fournisseur de services d'appui au commerce mais aussi en tant que client de ces services.

58. La formation et la consolidation des réseaux régionaux continuent à représenter un aspect essentiel du programme, chaque pays collaborant avec les autres pour développer et lancer des guides adaptés à leur pays. Les partenaires de Les clefs de l'exportation ont organisé des vidéoconférences conjointes en Colombie, El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

59. ProCIP devait se terminer en décembre 2002. En raison de la nature axée sur le partenariat des activités, des éléments majeurs du programme dépendent des retours et des réactions des institutions partenaires. Comme les essais pilotes des outils d'étalonnage et certaines adaptations nationales ont nécessité plus de temps que prévu, la durée du programme a été prolongée jusqu'au 30 juin 2003.

60. Des mesures sont prises pour faire en sorte que les produits, les matériels et les méthodes de ProCIP, dont la valeur pratique a été confirmée par les organismes et entreprises partenaires du monde entier, soient maintenus et leur usage optimisé au-delà de la durée du programme.

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 1999–2002
Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP)
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses par rapport aux contributions annoncées pour 1999-2002				
	Juin 99 – déc 01	Jan 02 – déc 02	Total Juin 99 – déc 02	Dépenses prévues Jan 03 – juin 03	Budget total
Personnel affecté aux projets	939 243	496 770	1 436 013	81 970	1 517 983
Contrats de sous-traitance	104 598	(5 239)	99 359	31 163	130 522
Formation de groupe	76 001	20 737	96 738	2 936	99 674
Matériel	6 171	-	6 171	-	6 171
Divers	37 364	22 630	59 994	2 585	62 579
A) Total	1 163 377	534 898	1 698 275	118 654	1 816 929

	1999–2000	2001	2002	1999–2002
B) Contributions reçues/ contributions annoncées	1 099 785	500 515	216 629	1 816 929

Promotion du commerce Sud-Sud

61. La première phase du Programme de promotion du commerce Sud-Sud, qui s'est terminée en mai 2002, a été évaluée par une équipe d'experts au cours de l'année. Leur conclusion d'ensemble a été que ce programme est exceptionnel et efficace, et qu'il «mérite bien plus d'appui de la communauté internationale».

62. Ce programme a été la toile de fond de 10 manifestations en 2002 et a offert à 568 PME une plate-forme de négociations commerciales. Des homologues ont mené 38 études de l'offre et de la demande pour saisir la dynamique des industries et fournir un outil d'information commerciale efficace aux entreprises à la recherche d'opportunités d'importation, d'exportation et autres. Par ailleurs, quatre analyses statistiques ont été réalisées dans les buts suivants : identifier le potentiel commercial intrarégional au sein des pays arabes d'Afrique du Nord; détecter le potentiel d'exportation parmi certains pays d'Asie centrale et de la CEI; améliorer la participation de l'Afrique dans les achats de produits alimentaires pour l'aide au développement; et confirmer le potentiel d'exportation andin en matière de produits pharmaceutiques.

63. Une partie importante des activités du programme a été concentrée sur l'Afrique. Au Nigeria (mai), le réseau des éditeurs africains (APNET) a reçu une aide pour organiser une rencontre acheteurs-vendeurs à laquelle ont participé 69 entreprises de 26 pays différents. Cette rencontre a été en grande partie mise sur pied par le personnel de l'APNET, au moyen des méthodes du Programme de promotion du commerce Sud-Sud auxquelles il avait été formé au cours des années précédentes.

64. Le programme a offert un service de mise en relation lors du Sommet économique de l'Afrique du Forum économique mondial (Afrique du Sud, juin). À cette occasion, une opération de plusieurs millions de dollars a été conclue entre deux institutions de différents pays africains, à l'issue des discussions initiées par le CCI au cours du Sommet précédent.

65. Dans le contexte des efforts déployés pour développer le commerce intrarégional en Afrique australe, une rencontre entre acheteurs et vendeurs du secteur des textiles et des vêtements a réuni 56 sociétés originaires de 20 pays différents (Afrique du Sud, juillet). Le but de cette rencontre était d'associer les entreprises à la chaîne de valeurs internationale afin d'améliorer la compétitivité globale.

66. Afin d'encourager les organismes d'aide internationale à effectuer leurs achats auprès de sources africaines, le CCI a organisé deux événements sous-régionaux au Sénégal (juin) et en Afrique du Sud (octobre) ayant pour thèmes l'agroalimentaire, l'abri, la protection personnelle et l'électroménager. Plus d'une centaine

d'entrepreneurs africains sélectionnés ont été sensibilisés aux opportunités de vente de leurs produits à 38 bureaux des achats d'organismes d'aide. Ils ont appris comment faire une offre et mener les opérations de marketing de leurs produits, ont établi des contacts avec les organismes d'aide, ont constitué des réseaux avec des sociétés régionales et ont profité de l'occasion pour comparer leurs produits avec ceux de 120 exposants de la African Aid, Disaster and Relief Expo. De leur propre initiative, ces sociétés ont examiné quels produits elles pourraient fournir aux organismes d'aide (par exemple un producteur de couvertures créant des installations de fabrication en Afrique du Sud et une société ghanéenne concevant un nouveau jerrycan en plastique). Les organismes participants ont formulé une volonté plus forte de s'approvisionner localement, et ont reconnu que ces rencontres acheteurs-vendeurs étaient un moyen économique d'y parvenir. Plus de 80 % des organismes participants ont déclaré que ces rencontres les avaient aidés à percevoir autrement le potentiel de l'Afrique en tant que fournisseur.

67. 'Meet in Africa' (Tunisie, octobre), un forum bisannuel de l'industrie africaine du cuir, a reçu un appui grâce à l'organisation d'une rencontre acheteurs-vendeurs offrant 480 consultations individuelles parmi 133 participants de 29 pays africains et 8 pays non africains. Plusieurs opérations, dont la représentation des agences, la fourniture de facteurs de production et des propositions d'investissement dans toute l'Afrique, ont été négociées.

68. Au cours d'une rencontre du Southern Africa Business Network (Afrique du Sud, novembre), représentant les TSI des États membres, un portail Internet destiné à l'échange continu d'informations sur les opportunités commerciales dans cette sous-région a été lancé. Les sites Web de certaines TSI nationales reliés au portail ont été équipés d'une fonctionnalité de recherche spécialement conçue à cet effet par le CCI.

69. En Amérique centrale, cinq études de marché ont révélé que 76 % des besoins de la région en médicaments essentiels étaient importés de l'extérieur. Pourtant, les 200 et quelques sociétés de la région, parfaitement aptes à produire une grande part de ces médicaments, travaillent entre 10 % et 50 % de leurs capacités.

70. Le programme a réuni tous les acteurs – publics et privés – sous la bannière 'LatinPharma' pour commencer à chercher des solutions pratiques (El Salvador, avril). Une centaine de représentants du milieu économique, de l'État, du milieu universitaire et de TSI ont exploré les domaines de la recherche & développement, du marketing et de la confiance du consommateur, du développement de produits et de l'emballage, des bonnes pratiques de fabrication et de la certification ISO. À l'issue de cette rencontre, des stratégies régionales de marketing ont été rédigées, des accords conjoints d'achat ont été

signés, de nouvelles relations entre les sociétés et les universités ont été nouées et le terrain du développement d'une industrie pharmaceutique durable en Amérique centrale a été tracé.

71. Un Forum commercial a eu lieu au septième ECO Summit (Istanbul, octobre) pour identifier les obstacles au commerce intrarégional et adopter un plan d'action destiné à organiser des manifestations de promotion du commerce semblables aux rencontres acheteurs-vendeurs.

72. Une Rencontre panasiatique acheteurs-vendeurs dans le secteur des pièces automobiles (Singapour décembre) a été organisée pour promouvoir les liens d'échanges et commerciaux entre des entreprises de 12 pays asiatiques. Soixante-cinq entreprises, des grands groupes diversifiés aux petites entreprises dirigées par un

entrepreneur, ont participé à cette rencontre. Les participants ont parlé d'opérations commerciales se montant au total à environ US\$ 2,2 millions. Parmi les accords négociés, on a compté de simples achats et ventes, ainsi que des représentations et des opérations conjointes.

73. Le calendrier du Programme de promotion du commerce Sud-Sud est plein et comprend 13 manifestations en 2003, plus quelques-unes déjà prévues pour 2004. En raison de la forte demande concernant cet appui pratique et tourné vers le commerce, le programme est en quête de nouveaux mécanismes de mise en œuvre comme le franchisage. Le programme continue à répondre aux requêtes des TSI régionales et nationales qui demandent une approche durable et systématique pour examiner les opportunités commerciales régionales d'améliorer la compétitivité mondiale.

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 1999–2002
Promotion du commerce Sud-Sud
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses par rapport aux contributions annoncées pour 1999 - 2001				
	Juin 99 – déc 01	Jan 02 – déc 02	Total Juin 99 – déc 02	Budget total	Solde
Personnel affecté aux projets	1 292 945	208 869	1 501 814	1 516 086	14 272
Contrats de sous-traitance	90 604	34 732	125 336	134 110	8 774
Formation de groupe	124 355	16 549	140 904	143 225	2 321
Matériel	27 494	3 182	30 676	31 683	1 007
Divers	52 990	11 516	64 506	66 148	1 642
A) Total	1 588 388	274 848	1 863 236	1 891 252	28 016

	1999–2001	2001	1999–2001
B) Contributions reçues/contributions annoncées	1 284 285	748 967	2 033 252
Montant transféré au 'nouveau cycle du Commerce Sud-Sud'		142 000	
Montant à transférer au 'nouveau cycle du Commerce Sud-Sud'		28 016	170 016
Dépenses totales			1 863 236

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 2002–2004
Promotion du commerce Sud-Sud – nouveau cycle
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses Juin 02 – déc 02	Dépenses prévues par rapport aux				Budget total
		Jan 03 – mai 03	Contributions annoncées en 2002 (Juin 02 – mai 03)	Contributions annoncées en 2003 (Juin 03 – mai 04)	Contributions annoncées en 2004 (Juin 04 – mai 05)	
Personnel affecté aux projets	352 989	329 201	682 190	455 753	563 410	1 701 353
Contrats de sous-traitance	28 260	14 125	42 385	31 115	39 550	113 050
Formation de groupe	44 231	28 589	72 820	53 047	63 280	189 147
Matériel	3 100	-	3 100	2 359	2 260	7 719
Divers	19 662	15 606	35 268	21 963	31 500	88 731
A) Total	448 242	387 521	835 763	564 237	700 000	2 100 000

	2002	2003	2004	2002–2004
B) Contributions annoncées	1 211 888	111 496	-	1 323 384
C) Contributions reçues	1 100 391	-	-	1 100 391
C-B) Excédent/(déficit) contributions reçues par rapport aux contributions annoncées	(111 497)	(111 496)	-	(222 993)
B-A) Excédent/(déficit) contributions annoncées par rapport au budget	376 125	(452 741)	(700 000)	(776 616)

**Programme «E-Trade Bridge pour les PME»
(programme de développement des
capacités en matière de commerce
électronique)**

74. Le but principal du programme «E-Trade Bridge pour les PME» est de créer des entreprises compétentes électroniques compétitives au niveau mondial et de renforcer les capacités au sein des institutions qui les aident. Ce programme a trois objectifs :

- Le développement de produits et services électroniques;
- Le renforcement des capacités nationales;
- La sécurisation des échanges et des communications entre les participants.

75. Les objectifs du programme sont réalisés par des éléments autonomes fournis aux bénéficiaires comme composants du programme. Les composants du programme et les éléments correspondants sont illustrés dans le tableau ci-dessous :

Composants du programme	Éléments
Réunion de lancement	<ul style="list-style-type: none"> • Manuel pour les réunions de lancement du programme E-Trade Bridge • Guide de préparation des bilans électroniques • Guide de préparation de points d'action électroniques • Manuel destiné au groupe de travail national
Programme Winning With the Web (WWW)	<ul style="list-style-type: none"> • Guides électroniques pratiques pour les PME • Outils de meilleures pratiques pour les PME
Programme de formation en cyberstratégie nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation des plans d'action nationaux
Mise en œuvre du programme pour les PME (formation des formateurs et des conseillers)	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des actifs électroniques • Marketing électronique • Mise en œuvre des processus d'affaires • Gestion des programmes de formation • Fourniture des compétences aux formateurs et conseillers • Conception des programmes de formation et de conseil • Aptitude des PME au commerce électronique • Plate-forme et marché du commerce électronique

76. Entre mai et décembre 2002, des activités ont été lancées pour préparer les supports, documents et

directives s'appliquant aux éléments du programme. Ceux-ci ont été mis à la disposition des bénéficiaires au fur et à mesure de leur disponibilité, afin de faciliter la mise en œuvre des composants suivants du programme.

77. **La réunion de lancement.** La préparation du rapport national d'évaluation en matière de commerce électronique est la première chose à faire dans chaque pays et nécessite des recherches fondées sur les méthodes développées par le CCI. Par la préparation de ce rapport :

- Une compréhension commune de l'état de la cybernétique dans le pays se développe parmi les acteurs;
- Un réseau de soutien économique se forme;
- Des points d'action pour le court, moyen et long terme sont identifiés.

78. Ce rapport englobe le bilan électronique d'un pays. Celui-ci identifie l'actif et le passif du pays dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), et évalue les risques et les opportunités du commerce électronique. Le rapport trace également une carte du pays, laquelle identifie les fonctions de chacun en matière de cybernétique, et aide à établir l'application du composant adapté du programme à un moment donné.

79. Un guide de préparation des bilans électroniques et des points d'action électronique (*Directives pour les consultants nationaux/le groupe de travail*) et un guide pour les réunions de lancement du Programme E-Trade Bridge (*Directives pour l'Organisation partenaire nationale*), ont été préparés pour faciliter la préparation du rapport d'évaluation et la réunion de lancement.

80. En consultation avec le personnel compétent du CCI, des organisations partenaires nationales ont été identifiées et des consultants nationaux ont été recrutés pour rédiger les rapports en fonction des directives. Une recherche documentaire a été menée, en suivant les *Directives pour réaliser des recherches de référence*. L'année 2002 a vu la préparation de rapports d'évaluation en Afrique du Sud, à Barbade, au Costa Rica, au El Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Jamaïque, aux Philippines, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, en Roumanie et à Trinité-et-Tobago. Des travaux sont en cours pour préparer les mêmes rapports au Bangladesh, en Bolivie, en Chine, en Mongolie et au Nicaragua. Des activités se préparent pour lancer le programme à Cuba suite à une requête de l'État.

81. Des réunions de lancement pilotes ont eu lieu à Nairobi, au Kenya (novembre 2001), ainsi qu'à Hanoi et Hô Chi Minh-Ville, au Viet Nam (janvier 2002). Ces réunions pilotes ont servi à tester la structure des réunions, la nature des cas de

pratiques d'excellence à présenter, le contenu des rapports et l'importance de l'évaluation nationale pour établir le programme de la réunion elle-même. Avant les réunions, les membres des groupes de travail de chaque pays ont élaboré des rapports d'évaluation en matière de commerce électronique.

82. Deux réunions de lancement ont eu lieu à New Delhi et Chennai, en Inde (décembre). Un rapport d'évaluation concernant l'Inde a été préparé; le bilan et la carte électroniques ont fait l'objet de discussions lors des réunions, et des points d'action adaptés ont été fixés. L'expérience acquise en Inde sera utilisée comme exemple pour mettre en œuvre le programme dans les autres pays en développement.

83. **Winning With the Web (WWW).** Le composant WWW du programme nécessite que les PME locales soient évaluées sur les plans suivants : aptitude à la gestion, aptitude à l'exportation et aptitude au commerce électronique pour la création de cas de pratiques d'excellence. Un programme de formation d'une semaine consacré à ces éléments a été préparé. En juin 2002, deux évaluateurs du Kenya et deux évaluateurs du Viet Nam ont reçu une formation à Genève, avant de lancer le composant WWW dans leurs pays respectifs. Les organisations partenaires du Kenya et du Viet Nam travaillent avec les PME pour établir des cas de meilleures pratiques.

84. Suite aux réunions de lancement en Inde et à une requête de l'Inde, des activités ont été entamées pour préparer le lancement du composant WWW.

85. Les résultats du programme WWW apporteront une contribution aux guides électroniques pratiques et aux outils de meilleures pratiques en électronique pour les PME, tout en établissant des cas de meilleures pratiques. Ces cas seront diffusés à toute la communauté des PME.

86. **Le Programme de formation en stratégie électronique nationale.** Des méthodes et un modèle de préparation d'une stratégie électronique et d'un plan d'action nationaux ont été élaborés. Le modèle permet d'évaluer le développement des exportations et le développement sectoriel, ainsi que les stratégies informatiques d'un pays, par rapport à ses partenaires commerciaux, en restant dans la perspective du commerce électronique. Le programme de formation en stratégie électronique nationale vise les décideurs d'un pays.

87. Deux séminaires pilotes sur la stratégie nationale en matière de commerce électronique ont eu lieu à Hanoi et Hô Chi Minh-Ville, au Viet Nam (octobre). Des représentants du secteur public et du milieu des affaires étaient présents à ces séminaires, dont le but était d'entamer un dialogue sur l'intégration des politiques et des programmes de commerce électronique dans le développement des stratégies commerciales nationales. Ont participé à ces séminaires des TSI, des organismes du CCI, des

fournisseurs de services Internet et des PME. Étaient également représentés le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Mekong Project Development Facility (MPDF). Les représentants du PNUD ont souligné le lien entre le projet Digital Opportunity Initiative (DOI) et la contribution du commerce électronique à la réduction de la pauvreté.

88. L'approche et les méthodes du CCI ont bien été accueillies au Viet Nam, qui a formulé un désir de poursuivre ses relations avec le CCI pour développer le commerce électronique à l'avenir. Le programme WWW se poursuit au Viet Nam.

89. **La mise en œuvre du programme au sein des PME (formation des formateurs et des conseillers).** Il s'agit ici d'une initiative de renforcement des capacités qui offre à un groupe de professionnels du développement du commerce les outils, supports et compétences nécessaires pour concevoir et élaborer des interventions de formation et de conseil dans les domaines suivants : gestion des actifs électroniques, marketing électronique, mise en œuvre des processus d'affaires, gestion des programmes de formation, formation des formateurs et conseillers, conception de programmes de formation et de conseil, et aptitude des PME au commerce électronique. Le but de ces interventions est de renforcer les capacités au sein des institutions à effet réplicateur pour aider les PME à utiliser au mieux les TIC et les pratiques de e-business pour améliorer leur compétitivité internationale.

90. Pendant la mise en œuvre du programme, les participants sont aidés de diverses manières : mentorat, remarques sur les performances et échange au sein d'un groupe de pairs. Une plateforme Web offre un accès aux supports et aux ressources, et permet d'avoir des liens avec le réseau plus large du CCI regroupant des professionnels du développement du commerce électronique par le biais de la plate-forme de commerce électronique et marché (hubs nationaux et régionaux pour les cybercompétences).

91. Une version abrégée de l'outil d'évaluation de l'aptitude au commerce électronique a été utilisée lors de la formation des évaluateurs à Genève, en juin 2002. Une version plus développée est en cours de préparation.

92. En juin 2002, une réunion de brainstorming d'une semaine réunissant des experts a eu lieu pour débattre de la gestion des actifs électroniques, du marketing électronique et de la mise en œuvre des processus d'affaires structurés sous un paradigme de gestion commerciale. Ce paradigme comprend les aspects électroniques des tâches de gestion génériques, et a été présenté à plusieurs experts pour le développement des supports de formation.

93. Afin de lancer la construction des hubs nationaux et régionaux pour les compétences électroniques, un

sous-site (www.intracen.org/etradebridge) a été créé. Des sites modèles (www.africaonline.com/e-trade/index.htm, www.un.org.vn/digitalbridge et www.tradeportalindia.com/etradebridge) consacrés aux réunions de lancement ont été conçus et déployés avant les manifestations au Kenya, au Viet Nam et en Inde. Le développement des hubs nationaux et régionaux est en cours dans le programme, qui sera enrichi par la mise en œuvre des composants et le nombre de pays participants.

94. **La coopération avec d'autres initiatives du CCI et organisations internationales.** Le programme «E-Trade Bridge pour les PME» essaie de trouver des moyens pour réduire les coûts et par conséquent, est prêt à offrir son savoir-faire ou à participer à d'autres initiatives sur demande.

95. En coopération avec le Programme de promotion du commerce en Asie centrale, des consultants nationaux ont été recrutés pour préparer des rapports d'évaluation en matière de commerce électronique au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

96. Le programme E-Trade Bridge est mis en œuvre en tant que Services d'appui à l'élaboration

des politiques et des programmes (SPPD) au Cambodge, en partenariat avec le PNUD, le ministère du Commerce et le National Information Communications Technology Development Authority. Des procédures consultatives sont en cours avec les partenaires pour la mise en œuvre de la réunion de lancement et des composants WWW. Les fonds sont fournis par le PNUD par le biais de l'accord avec le SPPD.

97. Un consultant international a été recruté et la préparation du rapport d'évaluation en matière de commerce électronique de la région des Caraïbes est en cours. Ce rapport régional constituera une publication conjointe entre le Secrétariat du Commonwealth et le CCI.

98. L'une des activités prévues dans le projet Améliorer les perspectives commerciales des PME possédées par des femmes au Cameroun à l'aide des TIC consiste à former les femmes chefs d'entreprises à l'utilisation des TIC pour développer leur activité et intégrer le commerce électronique dans leur stratégie. La contribution du programme E-Trade Bridge à ce projet est en train d'être formalisée.

SITUATION BUDGÉTAIRE
Pour la période 2002-2005
E-Trade Bridge pour les PME
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Dépenses Juin 02 – déc 02	Dépenses prévues par rapport aux					Budget total
		Jan 03 – mai 03	Contribu- tions annoncées en 2002 (Juin 02 – mai 03)	Contribu- tions annoncées en 2003 (Juin 03 – mai 04)	Contribu- tions annoncées en 2004 (Juin 04 – mai 05)	Contribu- tions annoncées en 2005 (Juin 05 – mai 06)	
Personnel affecté aux projets	144 250	258 494	402 744	496 580	437 732	343 054	1 680 110
Contrats de sous-traitance	-	105 141	105 141	201 982	178 045	139 536	624 704
Formation de groupe	15 296	54 918	70 214	105 501	92 998	72 883	341 596
Matériel	34 488	32 883	67 371	63 170	55 684	43 639	229 864
Divers	10 963	18 978	29 941	36 767	32 138	24 880	123 726
A) Total	204 997	470 414	675 411	904 000	796 597	623 992	3 000 000

	2002	2003	2004	2005	2002-2005
B) Contributions annoncées	675 411	639 510	796 597	228 028	2 339 546
C) Contributions reçues	675 411	-	-	-	675 411
C-B) Excédent/(déficit) contributions reçues par rapport aux contributions annoncées	-	(639 510)	(796 697)	(228 028)	(1 664 135)
B-A) Excédent/(déficit) contributions annoncées par rapport au budget	-	(254 490)	-	(395 964)	(660 454)

Annexe I
FONDS GLOBAL D'AFFECTATION SPÉCIALE
Contributions annoncées et ressources disponibles
au 31 décembre 2002
(US\$)

	Contributions annoncées pour la période 2002-2005									Contributions reçues par rapport aux contributions annoncées pour la période 2002-2005									Contributions à recevoir	
	TOTAL GÉNÉRAL	Premier compte				Deuxième compte				TOTAL GÉNÉRAL	Premier compte				Deuxième compte				1er compte	2e compte
		Total	2002	2003	2004-2005	Total	2002	2003	2004-2005		Total	2002	2003	2004-2005	Total	2002	2003	2004-2005	2002	2002
CANADA	595 772	595 772	595 772	-	-	-	-	-	-	595 772	595 772	595 772	-	-	-	-	-	-	-	
DANEMARK	2 774 578	2 774 578	880 638	946 970	946 970	-	-	-	-	880 638	880 638	880 638	-	-	-	-	-	-	-	
FINLANDE	147 146	147 146	147 146	-	-	-	-	-	-	147 146	147 146	147 146	-	-	-	-	-	-	-	
ALLEMAGNE	1 534 585	-	-	-	-	1 534 585	470 450	339 510	724 625	470 450	-	-	-	-	470 450	470 450	-	-	-	
INDE	50 000	-	-	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	-	-	-	-	50 000	50 000	-	-	-	
IRLANDE	198 216	198 216	198 216	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	198 216	-	
PAYS-BAS	445 986	-	-	-	-	445 986	222 993	222 993	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	222 993	
NORVÈGE	1 128 444	411 540	411 540	-	-	716 904	716 904	-	-	1 128 444	411 540	411 540	-	-	716 904	716 904	-	-	-	
SUÈDE	1 024 884	409 923	409 923	-	-	614 961	614 961	-	-	1 024 884	409 923	409 923	-	-	614 961	614 961	-	-	-	
SUISSE	2 300 000	300 000	300 000	-	-	2 000 000	880 000	560 000	560 000	1 180 000	300 000	300 000	-	-	880 000	880 000	-	-	-	
ROYAUME-UNI	1 250 000	781 250	390 625	390 625	-	468 750	156 250	156 250	156 250	-	-	-	-	-	-	-	-	390 625	156 200	
INTÉRÊTS COURUS	188 310	118 734	118 734	-	-	69 576	69 576	-	-	188 310	118 734	118 734	-	-	69 576	69 576	-	-	-	
SOLDE REPORTÉ DE LA PREMIÈRE PHASE DES PROGRAMMES FINANCÉS SUR LE DEUXIÈME COMPTE	187 000	-	-	-	-	187 000	187 000	-	-	187 000	-	-	-	-	187 000	187 000	-	-	-	
TOTAL	11 824 921	5 737 159	3 452 594	1 337 595	946 970	6 087 762	3 368 134	1 278 753	1 440 875	5 852 644	2 863 753	2 863 753	-	-	2 988 891	2 988 891	-	-	588 841	379 243

Annexe II
FONDS GLOBAL D'AFFECTATION SPÉCIALE DEUXIÈME COMPTE
Contributions annoncées et affectation des ressources à différents programmes
au 31 décembre 2002
(US\$)

Programmes	Donateurs	Contributions annoncées					Contributions reçues					Contributions à recevoir	
		Total	2002	2003	2004	2005	Total	Contributions annoncées en 2002	Contributions annoncées en 2003	Contributions annoncées en 2004	Contributions annoncées en 2005	2002	2003-2005
1. World Trade Net Développement des entreprises et Programme de Doha pour le développement	Allemagne	201 296	201 296	-	-	-	201 296	201 296	-	-	-	-	-
	Suède	307 481	307 481	-	-	-	307 481	307 481	-	-	-	-	-
	Suisse	800 000	280 000	260 000	260 000	-	800 000	800 000	-	-	-	-	520 000
	Royaume-Uni	468 750	156 250	156 250	156 250	-	-	-	-	-	-	156 250	312 500
	Intérêts courus	35 583	35 583	-	51 162	-	35 583	35 583	-	-	-	-	-
	Solde reporté : 1 ^{ère} phase	45 000	45 000	-	-	-	45 000	45 000	-	-	-	-	-
	Total	1 858 110	1 025 610	416 250	416 250	-	869 360	869 360	-	-	-	156 250	832 500
2. Programme d'amélioration de la compétitivité des PME (ProCIP)	Inde	50 000	50 000	-	-	-	50 000	50 000	-	-	-	-	-
	Suède	138 366	138 366	-	-	-	138 366	138 366	-	-	-	-	-
	Intérêts courus	18 183	18 183	-	-	-	18 183	18 183	-	-	-	-	-
	Total	206 549	206 549	-	-	-	206 549	206 549	-	-	-	-	-
3. Promotion du commerce Sud-Sud – nouveau cycle	Allemagne	269 154	269 154	-	-	-	269 154	269 154	-	-	-	-	-
	Pays-Bas	222 993	111 497	111 496	-	-	-	-	-	-	-	111 497	111 496
	Norvège	205 769	205 769	-	-	-	205 769	205 769	-	-	-	-	-
	Suède	169 114	169 114	-	-	-	169 114	169 114	-	-	-	-	-
	Suisse	300 000	300 000	-	-	-	300 000	300 000	-	-	-	-	-
	Intérêts courus	14 354	14 354	-	-	-	14 354	14 354	-	-	-	-	-
	Solde reporté : 1 ^{ère} phase	142 000	142 000	-	-	-	142 000	142 000	-	-	-	-	-
Total	1 323 384	1 211 888	111 496	-	-	1 100 391	1 100 391	-	-	-	111 497	111 496	
4. E-Trade Bridge pour les PME Programme de développement des capacités en matière de commerce électronique	Allemagne	1 064 135	-	339 510	496 597	228 028	-	-	-	-	-	-	1 064 135
	Norvège	373 955	373 955	-	-	-	373 955	373 955	-	-	-	-	-
	Suisse	900 000	300 000	300 000	300 000	-	300 000	300 000	-	-	-	-	600 000
	Intérêts courus	1 456	1 456	-	-	-	1 456	1 456	-	-	-	-	-
	Total	2 339 546	675 411	639 510	796 597	228 028	675 411	675 411	-	-	-	-	1 664 135
5. Réduction de la pauvreté tirée par les exportations	Pays-Bas	222 993	111 496	111 497	-	-	-	-	-	-	-	111 496	111 497
	Norvège	137 180	137 180	-	-	-	137 180	137 180	-	-	-	-	-
	Total	360 173	248 676	111 497	-	-	137 180	137 180	-	-	-	111 496	111 497
TOTAL GÉNÉRAL		6 087 762	3 368 134	1 278 753	1 212 847	228 028	2 988 891	2 988 891	-	-	-	379 243	2 719 628